



Communiqué

CAE publie ses résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2024

Les résultats financiers demeurent inchangés par rapport aux résultats préliminaires publiés précédemment

Montréal (Canada), le 27 mai 2024 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui la publication de son rapport financier de l'exercice clos le 31 mars 2024. Les résultats financiers demeurent inchangés par rapport aux [données préliminaires publiées par CAE le 21 mai 2024](#), notamment en ce qui concerne la redéfinition du secteur Défense et Sécurité, les pertes de valeur dans le secteur Défense et Sécurité et les ajustements défavorables de la marge sur contrat à l'égard de huit anciens contrats à prix fixe identifiés au préalable (les anciens contrats). Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

« La semaine dernière, nous avons agi de manière décisive et avons pris les mesures nécessaires en vue d'améliorer la marge de notre secteur Défense, soutenue par des tendances à long terme intéressantes pour ce secteur », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « En raison des changements que nous avons apportés, notre profil de risque sera plus équilibré à l'avenir, et la nomination de Nick Leontidis en tant que nouveau chef de l'exploitation nous place en bonne position afin de renforcer davantage nos capacités d'exécution et de procurer des synergies additionnelles entre nos secteurs Civil et Défense. »

Comme nous l'avons annoncé précédemment, les marges et les commandes records du secteur Civil, le plus important des deux secteurs de CAE, positionnent bien la Société pour l'exercice 2025, et on s'attend à une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté annuel du secteur Civil légèrement au-dessus de 10 % et à une amélioration continue au niveau de la marge avec une marge opérationnelle sectorielle ajustée annuelle d'environ 23 %. Dans le secteur Défense, CAE s'attend toujours à une croissance des produits des activités ordinaires se situant dans la fourchette inférieure du pourcentage à un chiffre et à une marge opérationnelle sectorielle ajustée entre 6 % et 7 % pour le secteur Défense pour l'exercice 2025.

Nous avons également annoncé séparément aujourd'hui que la Bourse de Toronto avait approuvé le rétablissement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'offre publique de rachat) de CAE. L'offre publique de rachat commencera le 30 mai 2024 et prendra fin le 29 mai 2025. La décision du conseil d'administration de rétablir l'offre publique de rachat reflète les perspectives actuelles de CAE et la capacité de ses activités productrices de revenus hautement récurrents à générer de la trésorerie. Le conseil d'administration de CAE continuera également d'évaluer la possibilité de réinstaurer un dividende à l'intention des actionnaires.

Résultats consolidés

Au quatrième trimestre de l'exercice 2024, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 126,3 millions \$, par rapport à 1 197,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies s'est établi à un montant négatif de 1,58 \$ au quatrième trimestre, comparativement à 0,29 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 0,12 \$ (0,37 \$, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾), comparativement à 0,33 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La perte opérationnelle du trimestre s'est établie à 533,0 millions \$, comparativement à un bénéfice opérationnel de 178,3 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au quatrième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ s'est fixé à 125,7 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾) (216,0 millions \$, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾, soit 19,2 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 193,4 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2024, les produits des activités ordinaires se sont établis à 4,3 milliards \$, par rapport à 4,0 milliards \$ pour l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies annuel s'est établi à un montant négatif de 1,02 \$, comparativement à 0,69 \$ pour l'exercice 2023. Le RPA ajusté annuel s'est établi à 0,87 \$ pour l'exercice considéré (1,12 \$, abstraction faite des anciens contrats), comparativement à 0,87 \$ pour l'exercice précédent.

La perte opérationnelle annuelle s'est établie à 185,4 millions \$, comparativement à un bénéfice opérationnel de 466,0 millions \$ (11,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 549,7 millions \$ (12,8 % des produits des activités ordinaires) (640,0 millions \$, abstraction faite des anciens contrats, soit 14,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 538,4 millions \$ (13,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action et les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation en %	T4-2024	T4-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	4 282,8 \$	4 010,6 \$	7 %	1 126,3 \$	1 197,4 \$	(6) %
Résultat opérationnel	(185,4) \$	466,0 \$	(140) %	(533,0) \$	178,3 \$	(399) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	549,7 \$	538,4 \$	2 %	125,7 \$	193,4 \$	(35) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	12,8 %	13,4 %		11,2 %	16,2 %	
Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats ⁽¹⁾	640,0 \$	538,4 \$	19 %	216,0 \$	193,4 \$	12 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	14,9 %	13,4 %		19,2 %	16,2 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	(325,3) \$	220,6 \$	(247) %	(504,7) \$	93,6 \$	(639) %
Résultat par action (RPA)	(1,02) \$	0,69 \$	(248) %	(1,58) \$	0,29 \$	(645) %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,87 \$	0,87 \$	— %	0,12 \$	0,33 \$	(64) %
RPA ajusté, abstraction faite des anciens contrats ⁽¹⁾	1,12 \$	0,87 \$	29 %	0,37 \$	0,33 \$	12 %
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	418,2 \$	333,1 \$	26 %	191,1 \$	147,6 \$	29 %
Taux de conversion de la trésorerie ⁽¹⁾	151 %	121 %				
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	4 937,4 \$	4 856,4 \$	2 %	1 550,5 \$	1 406,2 \$	10 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	12 183,9 \$	10 796,4 \$	13 %			
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ⁽¹⁾	3,17	3,49				
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats ⁽¹⁾	2,89	3,49				

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les chiffres comparatifs ont été reclassés afin de tenir compte des activités abandonnées.

Résultats du secteur Aviation civile (Civil)

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats pour des solutions de formation et de soutien opérationnel d'une valeur de 832,1 millions \$, dont la vente de 7 simulateurs de vol (FFS) et des contrats de services de formation et de services aériens numériques à long terme. Pour l'exercice, le secteur Civil a obtenu des contrats d'un montant record de 3,0 milliards \$, dont la vente de 64 FFS (par rapport à 62 pour l'exercice précédent) et des accords de formation à long terme complets avec des clients du monde entier.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Civil s'est établi à 1,19 pour le trimestre et à 1,24 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil totalisait un montant record de 6,4 milliards \$ à la fin de l'exercice, ce qui représente une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation en %	T4-2024	T4-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	2 435,8 \$	2 166,4 \$	12 %	700,8 \$	661,4 \$	6 %
Résultat opérationnel	442,0 \$	430,3 \$	3 %	147,0 \$	149,3 \$	(2) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	548,9 \$	485,3 \$	13 %	191,4 \$	162,9 \$	17 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	22,5 %	22,4 %		27,3 %	24,6 %	
Prises de commandes ajustées	3 025,5 \$	2 827,1 \$	7 %	832,1 \$	841,5 \$	(1) %
Carnet de commandes ajusté	6 440,4 \$	5 730,8 \$	12 %	6 440,4 \$	5 730,8 \$	12 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	272	257	6 %	279	265	5 %
FFS dans le réseau de CAE	343	324	6 %	343	324	6 %
FFS livrés	47	46	2 %	17	17	— %
Taux d'utilisation	76 %	72 %		78 %	78 %	

Résultats du secteur Défense et Sécurité (Défense)

Le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 718,4 millions \$ au cours du trimestre, portant le total pour l'exercice à un montant de 1,9 milliard \$. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,69 pour le trimestre et à 1,04 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense totalisait 5,7 milliards \$ à la fin de l'exercice. En outre, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense s'est solidifié, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,6 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation en %	T4-2024	T4-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 847,0 \$	1 844,2 \$	— %	425,5 \$	536,0 \$	(21) %
Résultat opérationnel	(627,4) \$	35,7 \$	(1 857) %	(680,0) \$	29,0 \$	(2 445) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	0,8 \$	53,1 \$	(98) %	(65,7) \$	30,5 \$	(315) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	—	2,9 %		—	5,7 %	
Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats*	91,1 \$	53,1 \$	72 %	24,6 \$	30,5 \$	(19) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires*</i>	4,8 %	2,9 %		5,1 %	5,7 %	
Prises de commandes ajustées	1 911,9 \$	2 029,3 \$	(6) %	718,4 \$	564,7 \$	27 %
Carnet de commandes ajusté	5 743,5 \$	5 065,6 \$	13 %	5 743,5 \$	5 065,6 \$	13 %

* Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats, reflète l'incidence globale de la constatation accélérée des risques liés aux anciens contrats de 90,3 millions \$, se composant d'une réduction des produits des activités ordinaires de 54,3 millions \$ et de coûts des ventes de 36,0 millions \$ comptabilisés au quatrième trimestre de 2024.

Renseignements supplémentaires concernant les anciens contrats du secteur Défense

Comme nous l'avons annoncé précédemment, au sein du secteur Défense, il y a certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais qui peuvent également être marqués par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et la disponibilité de la main-d'œuvre; tous ces facteurs contribuant aux difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les anciens contrats divulgués au troisième trimestre de l'exercice 2024). Bien qu'ils ne représentent qu'un petit nombre de contrats, ils ont eu des incidences disproportionnées sur la rentabilité globale du secteur Défense. Les anciens contrats comprennent un contrat hérité lors de l'acquisition à l'exercice 2022 par CAE de la division Formation militaire de L3Harris Technologies et ont des dates d'achèvement tombant principalement au cours des deux prochains exercices de la Société (<https://www.cae.com/fr/nouvelles-et-evenements/communiquede-presse/cae-redefinition-secteur-defense-pertes-valeur-constatation-acceleree-risques-anciens-contrats-nomination-nick-leontidis-chef-exploitation/>).

Les pertes de valeur et la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats qui ont donné lieu à des ajustement défavorables de la marge sur contrat devraient permettre à CAE d'établir une nouvelle base de référence pour la rentabilité future. En plus d'effectuer des changements au sein de la haute direction touchant ses secteurs d'activité et l'ensemble de l'entreprise, la Société a poursuivi la mise en œuvre de mesures visant à améliorer la gestion des risques et l'exécution au cours des dernières années, notamment en faisant preuve d'une discipline et d'une rigueur croissantes dans la sélection des soumissions et des propositions et en se concentrant davantage sur les programmes de meilleure qualité.

Informations financières supplémentaires

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 55,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2024, dans le cadre de l'annonce précédente d'un programme de restructuration se rapportant à des mesures d'optimisation du portefeuille, y compris la vente de la division Santé, de même que de la poursuite de l'intégration de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes (AirCentre), acquise à l'exercice 2022.

Le programme de restructuration se rapporte à des mesures d'optimisation du portefeuille et vise la rationalisation du modèle d'exploitation et du catalogue de CAE, l'optimisation de sa structure de coûts et la création de gains d'efficacité. Le total des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés depuis le début de ce programme de restructuration s'établissait à 39,3 millions \$ à la fin du trimestre, surtout au titre d'indemnités de départ et d'autres coûts liés au personnel ainsi que de la perte de valeur d'immobilisations incorporelles liée à l'arrêt de certains produits offerts dans le secteur Aviation civile. CAE s'attend à comptabiliser des charges de restructuration supplémentaires d'environ 10 millions \$ au cours des deux prochains trimestres, à la lumière des changements organisationnels et opérationnels annoncés le 21 mai 2024, afin de redéfinir le secteur Défense, de renforcer davantage ses capacités d'exécution et d'accroître les synergies entre les secteurs Défense et Aviation civile de CAE.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 52,4 millions \$, comparativement à 52,4 millions \$ au trimestre précédent et à 50,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Le recouvrement d'impôt s'est établi à 80,6 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à un taux d'imposition effectif de 24 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 47 % pour le trimestre, comparativement à 23 % pour le quatrième trimestre

de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par la décomptabilisation d'actifs d'impôt précédemment comptabilisés en Europe, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Le résultat net des activités abandonnées s'est établi à 20,5 millions \$ pour le trimestre, par rapport à 4,8 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2023. La hausse en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2023 s'explique principalement par un profit après impôt de 16,5 millions \$ à la cession d'activités abandonnées en lien avec la vente de la division Santé.

Sommaire des résultats – Activités abandonnées

	Exercice 2024	Exercice 2023	T4-2024	T4-2023
Produits des activités ordinaires	131,7 \$	192,7 \$	14,8 \$	59,1 \$
Charges	132,7	184,7	20,0	50,8
Résultat opérationnel	(1,0) \$	8,0 \$	(5,2) \$	8,3 \$
Charges financières	3,6	4,1	0,6	1,0
Résultat avant impôt sur le résultat	(4,6) \$	3,9 \$	(5,8) \$	7,3 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(9,4)	1,8	(9,8)	2,5
Résultat net des activités abandonnées avant le profit après impôt à la cession	4,8 \$	2,1 \$	4,0 \$	4,8 \$
Profit après impôt à la cession d'activités abandonnées	16,5	—	16,5	—
Résultat net des activités abandonnées	21,3 \$	2,1 \$	20,5 \$	4,8 \$

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 215,2 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 180,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ se sont fixés à 191,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 147,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice, les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont totalisé 566,9 millions \$, comparativement à 408,4 millions \$ l'an dernier, et les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 418,2 millions \$, comparativement à 333,1 millions \$ pour l'exercice précédent. Le taux de conversion de la trésorerie⁽¹⁾ s'est établi à 151 % pour l'exercice 2024.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 91,7 millions \$ pour le trimestre et 329,8 millions \$ pour l'exercice, principalement afin de soutenir les occasions de croissance rentables du réseau mondial de formation aéronautique du secteur Civil.

À la fin de l'exercice, la dette nette⁽¹⁾ était de 2 914,2 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,17 (2,89, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾). À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 085,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,16.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹⁾ ajusté s'est établi à 5,9 % pour le trimestre, comparativement à 7,0 % au trimestre précédent et à 5,8 % au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le RCU ajusté tient compte de l'incidence de 90,3 millions \$ d'ajustements défavorables de la marge sur contrat dans le secteur Défense.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Développement durable

Ce trimestre, CAE a soumis des cibles de réduction à court terme (10 ans) fondées sur la science pour validation par la SBTi, une réalisation qui place CAE sur la trajectoire « zéro émission nette ». Une fois approuvées, ces cibles ambitieuses guideront notre parcours de décarbonation structuré autour de quatre sources de valeur : l'aviation, l'approvisionnement, les produits et services, ainsi que les bâtiments, ce qui nous aidera à passer de la carboneutralité à zéro émission nette. Un tel objectif nécessite la mobilisation de toute notre chaîne de valeur, c'est pourquoi nous avons lancé notre nouveau programme de gestion de la chaîne d'approvisionnement, CAE Résilients ensemble, conçu pour renforcer mutuellement, avec nos partenaires, l'excellence opérationnelle et le développement durable. Notre approche en ce qui a trait au carbone s'étend à la planification stratégique et à la prise de décisions, car nous savons que le développement durable est un facteur primordial de valeur à long terme. Nous avons également contribué à la sensibilisation au rôle crucial du carburant d'aviation durable par l'intermédiaire de l'application CAE Crew Training, destinée à tous les pilotes d'aviation d'affaires qui effectuent leur formation auprès de nous. En outre, nous restons fermement engagés à créer de la valeur sociale et à favoriser une culture inclusive et diversifiée. Nos efforts pour renforcer les relations avec les peuples autochtones au Canada et partout dans le monde ont été reconnus, et nous avons obtenu notre première certification comme société certifiée Bronze du programme Relations progressistes avec les Autochtones.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2025

CAE confirme ses prévisions pour 2025, publiées le 21 mai 2024, y compris en ce qui a trait aux secteurs Civil et Défense, aux charges financières et à la charge d'impôt, de même qu'aux priorités équilibrées en matière de répartition du capital et aux investissements de croissance relatifs. CAE réitère qu'un des principes de ses priorités en matière de gestion du capital est le maintien d'une situation financière solide, et la Société s'attend à continuer de renforcer son bilan grâce au désendettement continu, à la mesure de son profil de placement de qualité.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2025 et les cibles mentionnées dans le communiqué publié le 21 mars 2024 (<https://www.cae.com/news-events/press-releases/cae-announces-re-baselining-of-its-defense-business-defense-impairments-accelerated-risk-recognition-on-legacy-contracts-and-appointment-of-nick-leontidis-as-coo>) et les attentes constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2025, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2024 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des

états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T4 et de l'exercice 2024

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; Nick Leontidis, chef de l'exploitation; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-844-763-8274 ou le +1-647-484-8814. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À propos de CAE

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires de même qu'aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec quelque 13 000 employés répartis dans plus de 240 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu

et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats, les résultats attendus de la redéfinition du secteur Défense, les perspectives de la direction pour l'exercice 2025, l'établissement d'un programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la réinstauration d'un dividende aux actionnaires, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 27 mai 2024 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 27 mai 2024. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2025 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés et notre capacité à réaliser l'intégration des activités AirCentre et la séparation des activités de CAE Santé dans les délais prévus et selon les coûts prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la section pertinente du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024, disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « Calculs et rapprochements » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Aucune constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats de la sorte n'a été enregistrée à l'exercice 2023. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre rendement.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

La marge opérationnelle sectorielle ajustée, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Aucune constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats de la sorte n'a été enregistrée à l'exercice 2023. La marge opérationnelle sectorielle ajustée, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinente pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre rendement.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons ce ratio parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Le RPA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Aucune constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats de la sorte n'a été enregistrée à l'exercice 2023. Le RPA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre rendement.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Aucune constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats de la sorte n'a été enregistrée à l'exercice 2023. Le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre rendement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, abstraction faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Taux de conversion de la trésorerie

Le taux de conversion de la trésorerie est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant les flux de trésorerie disponibles par le bénéfice net ajusté. Nous utilisons ce taux pour évaluer nos entrées de trésorerie et notre capitalisation.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Aucune constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats de la sorte n'a été enregistrée à l'exercice 2023. Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Trimestres clos les 31 mars</i>	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel	147,0 \$	149,3 \$	(680,0) \$	29,0 \$	(533,0) \$	178,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	44,4	13,6	10,6	1,5	55,0	15,1
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers						
Perte de valeur du goodwill	—	—	568,0	—	568,0	—
Perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers	—	—	35,7	—	35,7	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	191,4 \$	162,9 \$	(65,7) \$	30,5 \$	125,7 \$	193,4 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Trimestres clos les 31 mars</i>	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	191,4 \$	162,9 \$	(65,7) \$	30,5 \$	125,7 \$	193,4 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats	—	—	90,3	—	90,3	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats	191,4 \$	162,9 \$	24,6 \$	30,5 \$	216,0 \$	193,4 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Exercices clos les 31 mars</i>	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel	442,0 \$	430,3 \$	(627,4) \$	35,7 \$	(185,4) \$	466,0 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	106,9	52,0	24,5	10,6	131,4	62,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers						
Perte de valeur du goodwill	—	—	568,0	—	568,0	—
Perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers	—	—	35,7	—	35,7	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	548,9 \$	485,3 \$	0,8 \$	53,1 \$	549,7 \$	538,4 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Exercices clos les 31 mars</i>	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	548,9 \$	485,3 \$	0,8 \$	53,1 \$	549,7 \$	538,4 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats	—	—	90,3	—	90,3	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté, abstraction faite des anciens contrats	548,9 \$	485,3 \$	91,1 \$	53,1 \$	640,0 \$	538,4 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	2024	31 mars 2023	2024	31 mars 2023
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(484,2) \$	98,4 \$	(304,0) \$	222,7 \$
Résultat net des activités abandonnées	(20,5)	(4,8)	(21,3)	(2,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	42,3	12,5	101,0	48,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers				
Perte de valeur du goodwill, après impôt	473,7	—	473,7	—
Perte d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers, après impôt	27,4	—	27,4	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation, après impôt	—	—	—	7,1
Résultat net ajusté	38,7 \$	106,1 \$	276,8 \$	275,9 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,3	318,7	318,2	318,4
RPA ajusté	0,12 \$	0,33 \$	0,87 \$	0,87 \$

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	2024	31 mars 2023	2024	31 mars 2023
Résultat net ajusté	38,7 \$	106,1 \$	276,8 \$	275,9 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats, après impôt	78,5	—	78,5	—
Résultat net ajusté, abstraction faite des anciens contrats	117,2 \$	106,1 \$	355,3 \$	275,9 \$
RPA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	0,37 \$	0,33 \$	1,12 \$	0,87 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	2024	31 mars 2023	2024	31 mars 2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	46,7 \$	158,5 \$	438,8 \$	522,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	168,5	22,1	128,1	(114,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	215,2 \$	180,6 \$	566,9 \$	408,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(23,2)	(14,8)	(102,5)	(62,8)
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, abstraction faite des frais de développement inscrits à l'actif	(7,6)	(13,7)	(33,4)	(39,3)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,3	0,9	4,0	5,7
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(3,4)	(0,4)	(43,9)	(10,9)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	6,8	20,6	37,1	40,9
Autres activités d'investissement sans lien avec la croissance	(0,8)	(1,2)	(10,2)	(6,3)
Incidence des activités abandonnées	3,8	(24,4)	0,2	(2,6)
Flux de trésorerie disponibles	191,1 \$	147,6 \$	418,2 \$	333,1 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 31 mars	
	2024	2023
Résultat opérationnel	(185,4) \$	466,0 \$
Dotation aux amortissements	368,7	330,2
BAIIA	183,3 \$	796,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	131,4	62,6
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Perte de valeur du goodwill	568,0	—
Perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers	35,7	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
BAIIA ajusté	918,4 \$	868,6 \$
Dette nette	2 914,2 \$	3 032,5 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	15,90	3,81
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,17	3,49

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 31 mars	
	2024	2023
BAIIA ajusté	918,4 \$	868,6 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats	90,3	—
BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	1 008,7 \$	868,6 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	2,89	3,49

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	31 mars 2024	31 mars 2023
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 006,5 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(160,1)	(217,6)
Passifs courants	(2 358,4)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	308,9	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie	(203,1) \$	(14,7) \$
Immobilisations corporelles	2 515,6	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 271,9	4 050,8
Autres actifs non courants	2 040,1	1 763,6
Autres passifs non courants	(407,7)	(565,4)
Capital utilisé	7 216,8 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	308,9 \$	214,6 \$
Dette à long terme	2 765,4	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(160,1)	(217,6)
Dette nette	2 914,2 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 224,9	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	77,7	81,2
Capital utilisé	7 216,8 \$	7 621,4 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 12 du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2024	31 mars 2023	2024	31 mars 2023
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>		Reclassé		Reclassé
Activités poursuivies				
Produits des activités ordinaires	1 126,3 \$	1 197,4 \$	4 282,8 \$	4 010,6 \$
Coût des ventes	844,8	860,6	3 128,3	2 927,1
Marge brute	281,5 \$	336,8 \$	1 154,5 \$	1 083,5 \$
Frais de recherche et de développement	41,7	37,8	149,8	129,0
Frais de vente, généraux et d'administration	138,1	134,2	535,0	501,5
Autres (profits) et pertes	36,3	(9,3)	27,9	(22,4)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(24,6)	(19,3)	(72,2)	(53,2)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	55,0	15,1	131,4	62,6
Perte de valeur du goodwill	568,0	—	568,0	—
Résultat opérationnel	(533,0) \$	178,3 \$	(185,4) \$	466,0 \$
Charges financières – montant net	52,4	50,4	205,0	173,6
Résultat avant impôt sur le résultat	(585,4) \$	127,9 \$	(390,4) \$	292,4 \$
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	(80,6)	30,8	(72,8)	62,6
Résultat net des activités poursuivies	(504,8) \$	97,1 \$	(317,6) \$	229,8 \$
Résultat net des activités abandonnées	20,5	4,8	21,3	2,1
Résultat net	(484,3) \$	101,9 \$	(296,3) \$	231,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(484,2) \$	98,4 \$	(304,0) \$	222,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	3,5	7,7	9,2
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué – activités poursuivies	(1,58) \$	0,29 \$	(1,02) \$	0,69 \$
De base et dilué – activités abandonnées	0,06	0,02	0,07	0,01

État consolidé du résultat global

	Trimestres clos les		Exercices de douze mois clos les	
	2024	31 mars 2023	2024	31 mars 2023
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>		Reclassé		Reclassé
Résultat net des activités poursuivies	(504,8) \$	97,1 \$	(317,6) \$	229,8 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	100,6 \$	20,7 \$	(4,7) \$	325,3 \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(46,6)	0,4	8,0	(112,6)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(1,4)	(0,2)	(1,6)	(6,4)
Perte sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(19,3)	(3,8)	(11,9)	(14,0)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	0,1	6,0	5,0	(5,5)
Impôt sur le résultat	8,5	(2,3)	(1,0)	9,9
	41,9 \$	20,8 \$	(6,2) \$	196,7 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluation des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	38,5 \$	18,5 \$	16,0 \$	74,2 \$
Impôt sur le résultat	(10,2)	(4,8)	(4,2)	(19,7)
	28,3 \$	13,7 \$	11,8 \$	54,5 \$
Autres éléments du résultat global	70,2 \$	34,5 \$	5,6 \$	251,2 \$
Résultat net des activités abandonnées	20,5 \$	4,8 \$	21,3 \$	2,1 \$
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	(5,3)	(0,1)	(7,0)	5,8
Total du résultat global	(419,4) \$	136,3 \$	(297,7) \$	488,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(420,3) \$	132,5 \$	(305,4) \$	475,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,9	3,8	7,7	13,3

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2024	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	160,1 \$	217,6 \$
Créances clients	624,7	615,7
Actifs sur contrat	537,6	693,8
Stocks	573,6	583,4
Acomptes	68,0	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	35,3	48,3
Actifs financiers dérivés	7,2	12,1
Total de l'actif courant	2 006,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles	2 515,6	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	545,8	426,9
Immobilisations incorporelles	3 271,9	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	588,8	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	65,7	51,1
Actifs d'impôt différé	233,3	125,1
Actifs financiers dérivés	4,2	9,2
Autres actifs non courants	602,3	620,6
Total de l'actif	9 834,1 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 035,3 \$	1 036,7 \$
Provisions	42,6	26,7
Impôt sur le résultat à payer	31,1	21,1
Passifs sur contrat	911,7	905,7
Partie courante de la dette à long terme	308,9	214,6
Passifs financiers dérivés	28,8	41,9
Total du passif courant	2 358,4 \$	2 246,7 \$
Provisions	14,0	20,1
Dette à long terme	2 765,4	3 035,5
Obligations au titre des redevances	74,4	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	98,7	91,9
Passifs d'impôt différé	36,6	129,3
Passifs financiers dérivés	2,9	6,5
Autres passifs non courants	181,1	198,2
Total du passif	5 531,5 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 252,9 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport	55,4	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	154,0	167,2
Résultats non distribués	1 762,6	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 224,9 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	77,7	81,2
Total des capitaux propres	4 302,6 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	9 834,1 \$	10 436,5 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du résultat global			Résultats non distribués		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport			Total			
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	222,7 \$	222,7 \$	9,2 \$	231,9 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	198,4	54,5	252,9	4,1	257,0	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	198,4 \$	277,2 \$	475,6 \$	13,3 \$	488,9 \$	
Exercice d'options sur actions	882 167	18,9	(2,6)	—	—	16,3	—	16,3	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	6,1	—	—	6,1	—	6,1	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(9,0)	(9,0)	
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	(304,0) \$	(304,0) \$	7,7 \$	(296,3) \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(13,2)	11,8	(1,4)	—	(1,4)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(13,2) \$	(292,2) \$	(305,4) \$	7,7 \$	(297,7) \$	
Exercice d'options sur actions	405 943	9,3	(1,5)	—	—	7,8	—	7,8	
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	—	14,8	—	—	14,8	—	14,8	
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(11,2)	(11,2)	
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

	2024	2023
Activités opérationnelles		
Résultat net	(296,3) \$	231,9 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	374,8	342,2
Perte de valeur du goodwill	568,0	—
Dépréciation (reprise) d'actifs non financiers – montant net	57,3	(2,4)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(72,2)	(53,2)
Impôt sur le résultat différé	(166,5)	10,4
Crédits d'impôt à l'investissement	(14,8)	(5,4)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	14,8	6,1
Régimes de retraite à prestations définies	8,3	4,8
Autres passifs non courants	(9,7)	(15,9)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(12,7)	(3,7)
Gain après impôt à la cession d'activités abandonnées	(16,5)	—
Autres	4,3	8,1
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	128,1	(114,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	566,9 \$	408,4 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	— \$	(6,4) \$
Net proceeds from disposal of interests in investment	275,3	—
Dépenses en immobilisations corporelles	(329,8)	(268,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	4,0	5,7
Avances versées sur immobilisations corporelles	—	(30,1)
Dépenses en immobilisations incorporelles	(147,9)	(126,4)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(43,9)	(10,9)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	37,1	40,9
Autres	(10,2)	(4,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(215,4) \$	(400,7) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(396,7) \$	44,5 \$
Produit tiré de la dette à long terme	433,5	31,2
Remboursement sur la dette à long terme	(370,4)	(161,0)
Remboursement sur les obligations locatives	(69,5)	(83,4)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	7,8	16,3
Autres	—	(0,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(395,3) \$	(152,6) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(13,7) \$	16,4 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(57,5) \$	(128,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	160,1 \$	217,6 \$

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, +1-438-805-5856, samantha.golinski@cae.com